

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal d' Afghanistan

N° 470 du 19.12 au 09.02.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_afghans.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Avant propos

‘La guerre menée par le terrorisme contre ses adversaires déclarés est tout à fait invraisemblable. Pour être crédible, cette histoire exigerait triplement et simultanément une excessive stupidité des terroristes, une incompétence extravagante des services policiers, et une folle irresponsabilité des médias. Cette invraisemblance est telle qu'il est impossible d'admettre que le terrorisme soit réellement ce qu'il prétend être’.
(MICHEL BOUNAN)

Les médias occidentaux pro USA usent d'un terme générique- *Al Qaida*- Taliban - pour désigner tous les résistants idem pour le mot 'terrorisme' employé par les Usa & ces acolytes

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: 'Al Qā'ida' & Al-Zarqaoui, Ben Laden Mollah Omar = concept réducteur inventé par les Usa, pour désigner la résistance. Idem pour le mot 'terrorisme' employé par les Usa & ces acolytes

Sommaire.

Tiré à part :

[Les Afghans souhaitent un départ rapide des Américains.](#)

Le plus haut gradé US - l'amiral Mike Mullen - prédit plus d'attaques en 2011 en Afghanistan.

[Cour martiale pour des trophées macabres ?](#)

[Un pont de la DGSE nous apprend qu'Al Qā'ida n'existe pas.](#)

[Dommages Collatéraux... le Pentagone prolonge](#)

L'opération [Omaid](#) occasionne des dégâts de plus de 100 millions de dollars.

1 Analyse & déclaration :

Résistance

Occupants:

2 Occupation de l'Afghanistan

Les forces en présence

3 Politique

1) collaborateurs afghans

2) occupants

4 Lutte pour la libération du territoire

Détails.

L'Afghanistan en chiffre.

5 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

[Armée secrète de l'OTAN de 1950 à 1990](#)

6 Dossiers

6-1 Tariq Ali : [Obama ou L'impérialisme à visage humain.](#)(?)

6-2 Guantanamo : Les dossiers

1 USA: Un juge refuse de libérer un Algérien détenu à Guantanamo.

2 Obama promulgue la loi interdisant les transferts de Guantanamo.

3 WikiLeaks

1 Cinq Français, anciens de Guantanamo, rejugés pour terrorisme.

2 Des pays arabes suggéreraient aux Américains d'être sans scrupules concernant l'Irak et Guantanamo...

L'Afghanistan en chiffre du 19-12 au 09-02

		tués	blessés	
	Usboys / Autres boys	12	x	
	Policiers, armée et collaborateurs	21	21	
	Peuple Afghan	57	x	

Tiré à part :

[Les Afghans souhaitent un départ rapide des Américains.](#)

selon un sondage du Washington Post, de la chaîne ABC, de la BBC et de la télévision allemande ARD.

Les Afghans sont plus pessimistes que l'an dernier sur l'avenir de leur pays, croient moins dans la capacité des Etats-Unis et de leurs alliés à leur apporter la sécurité et sont davantage prêts à discuter avec les résistants, indique un sondage réalisé dans les 34 provinces du pays.

Mais les habitants des provinces de Kandahar et du Helmand, où s'est porté l'année écoulée l'essentiel de l'effort militaire américain, estimeront que leurs conditions de vie et leur sécurité se sont sensiblement améliorées depuis décembre dernier, révèle ce sondage publié lundi et réalisé pour le compte du Washington Post, de la chaîne ABC, de la BBC et de la télévision allemande ARD.

Cependant, sur le plan national, plus de la moitié des personnes interrogées estiment que les forces américaines et les autres militaires de l'Otan devraient commencer à quitter le pays dans six mois, voire plus tôt, ajoute le journal.

De plus, plus de 25% des Afghans approuvent les attaques contre les forces américaines et étrangères, selon ce sondage fondé sur des entretiens avec 1.691 adultes afghans choisis au hasard dans l'ensemble du pays entre le 29 octobre et le 13 novembre par le Centre afghan pour la recherche socio-économique et d'opinion de Kaboul.

[20Minutes.fr](#),
06.12.10

[Le plus haut gradé US - l'amiral Mike Mullen - prédit plus d'attaques en 2011 en Afghanistan.](#)

Le plus haut gradé américain, l'amiral Mike Mullen, a prédit, mercredi, "plus d'attaques et plus de victimes au cours des prochains mois.

"Ce n'est pas le moment de nous reposer sur nos lauriers, c'est le moment de pousser notre avantage et de redoubler nos efforts", a déclaré le chef d'état-major interarmées lors d'une rencontre avec la presse étrangère à Washington.

Les Etats-Unis, les 48 pays de l'occupation et les forces afghanes traquent les combattants, mais ces résultats sont "ténus et fragiles", selon l'amiral Mullen.

"J'ai confiance qu'ils (combattants) continueront à reculer tant que la coalition et les forces afghanes maintiendront leur présence et la pression", selon lui.

Il s'est en outre félicité de la formation "plus rapide que prévu" d'une armée afghane "mieux organisée" et de l'annonce par les Pays-Bas de l'envoi d'une mission de formation de la police afghane forte de 545 hommes.

Les Etats-Unis entameront bien le retrait progressif et "en fonction des conditions sur le terrain" de leurs 100.000 hommes à partir de l'été 2011, mais l'amiral Mullen a dit ne pas savoir combien de soldats cela représenterait ni de quelles zones du pays

ils seraient retirés. Les Afghans doivent assumer eux-mêmes la responsabilité de la sécurité dans le pays d'ici fin 2014, a-t-il ajouté.

L'intensification des actions militaires en Afghanistan a fait de 2010 l'année la plus meurtrière pour les Etats-Unis et l'Otan, avec 711 soldats tués, selon le site internet spécialisé icasualties.org.

13/01

<http://www.almanar.com.lb>

Cour martiale pour des trophées macabres ?

Le sergent-chef de l'armée américaine accusé d'avoir tué des civils afghans désarmés et d'avoir coupé leurs doigts, en guise de trophées qu'il exhibait devant ses camarades d'unité, risque la prison à vie.

La révélation de l'affaire avait fortement embarrassé l'armée américaine, qui a décidé de faire un procès exemplaire. Un sergent-chef a ainsi été renvoyé vendredi en cour martiale pour le meurtre de trois civils afghans dont il aurait conservé des doigts ou des dents en guise de trophées.

Mais Calvin Gibbs, 25 ans, n'est que l'un des cinq soldats inculpés de meurtres avec préméditation dans cette affaire. Douze militaires au total sont mis en cause dans ce dossier - 1. Gibbs risque une peine de réclusion à perpétuité.

Les accusés, des soldats d'infanterie appartenant à la 5e brigade Stryker basée dans l'Etat de Washington, avaient été déployés dans la province de Kandahar. Les faits macabres qui leur sont reprochés se sont déroulés entre janvier et mars 2010. Dans cette affaire, cinq soldats sont accusés de meurtres et sept autres d'avoir tenté de couvrir leurs agissements, selon les documents de l'Armée de terre américaine. Les victimes seraient trois Afghans tués en janvier, février et mai 2010 dans les villages de La Muhammad Kalay, Khari Kleyl et Qualaday. Les soldats auraient jeté des grenades sur les victimes et leur auraient tiré dessus. L'un des Afghans ainsi massacrés serait un imam. Cinq soldats sont accusés d'avoir participé à un ou plusieurs de ces meurtres.

Outre Calvin Gibbs, accusé d'avoir conservé des os et une dent provenant de cadavres, l'homme sur lequel pèsent les charges les plus lourdes est le soldat Michael Gagnon, accusé d'avoir, pour sa part, conservé un crâne humain.

Les autorités accusent aussi un nommé Corey Moore d'avoir poignardé un des cadavres, et plusieurs militaires d'avoir pris des photos des corps.

Plusieurs militaires sont accusés en outre d'avoir agressé un de leurs collègues pour tenter de l'intimider et de l'empêcher de rapporter leurs agissements et le fait qu'ils consommaient du haschisch.

08 janvier

<http://ci.tfi.fr/monde/asi/2011-01/afghanistan-cour-martiale-pour-des-trophees-macabres-6217249.html>

Un pont de la DGSE nous apprend qu'Al Qaïda n'existe pas.

Piquée sur la télé du Sénat, le gibier en question ressemblerait fort au dahu, au yéti ou autre monstre du Loch Ness.

Vidéo dans laquelle un pont de la DGSE nous apprend tout tranquillement qu'Al Qaïda n'existe pas, eh oui.

Comme quoi l'info distillée par les journaux et les télévisions est vraiment "fiable"...

Là on est entre gens sérieux, et c'est un professionnel du renseignement qui commente un rapport au Sénat, pas des délires de journalistes en mal de spectaculaire et de scoop.

En plus ce mec cite Ionesco, comme quoi ce n'est pas Rambo ou James Bond, gros muscles et petite cervelle : ça ne gâche rien !

LIEN VIDEO : <http://videos.senat.fr/video/videos/2010/video3893.html>

Dommages Collatéraux... le Pentagone prolonge

L'opération Omaid occasionne des dégâts de plus de 100 millions de dollars.

Le président Hamid Karzaï, a envoyé récemment une délégation au sud afghan pour évaluer les dommages causés par l'opération "Omaid".

Cette opération militaire menée par les forces américaines et afghanes depuis avril dernier contre les résistants dans le sud a occasionné des dégâts de plus de 100 millions de dollars aux habitants, a estimé la présidence afghane.

Un communiqué de la présidence afghane indique : "L'opération ayant été lancée à la saison des récoltes, les dégâts représentent plus de 100 millions de dollars", a ajouté la présidence, citant le rapport transmis par cette délégation à Hamid Karzaï.

Dans son rapport, la délégation a invité le chef de l'Etat à "soulever rapidement la question avec les forces de l'Otan et à trouver une solution".

L'opération "Omaid" (Espoir(...), en langue dari) est présentée comme la plus importante offensive menée par les forces internationales depuis fin 2001.

<http://www.casafree.com/modules/news/article.php?storyid=54400>

19/1

Vingt civils, dont 13 enfants et six femmes, ont été tués mercredi par l'explosion d'une bombe (états-unienne ?) au passage du véhicule à bord duquel ils circulaient, dans le sud-est de l'Afghanistan.

(Reuters)

20-01

Les forces d'occupation de l'Otan, ont totalement détruit un village en Afghanistan.

Citant Press TV, l'agence iranienne IRIB a rapporté ce dimanche que les forces d'occupation ont totalement détruit le village de Tarok Kolache, sous prétexte de confronter les Résistants.

La plupart des personnes **tuées étaient des civils**, ajouté la même source.

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=171091&language=fr>

03/02

Six civils afghans, dont deux enfants, ont été tués aujourd'hui dans le nord du pays dans l'explosion d'une bombe, au passage du véhicule dans lequel ils se trouvaient

AP

1 Analyse & déclaration

a) Résistance :

Paroles & action des résistants

L'intensité des combats a régulièrement augmenté depuis fin 2001, les résistants étant en mesure peu à peu de relancer leurs attaques contre les forces occidentales.

AFP

09-08

12-01

La résistance a gagné du terrain ces dernières années malgré l'envoi réguliers de renforts occidentaux, notamment américains.

Almanar

b) Troupes d'occupation : Analyse & déclaration

USA & Coalition

En 2010, l'armée américaine a perdu 'officielement' 500 soldats

14/01

"Le nombre de soldats américains, tués, en Afghanistan, en 2010, a atteint les 500", ont rapporté les médias afghans, en référence aux documents, publiés, aux Etats-Unis.

Selon ce rapport, le bilan des blessés, dans les rangs US, s'élève, lui, à 5.500 personnes, soit le double du nombre des GI's blessés, en 2009.

Selon certaines sources, le Pentagone s'est refusé à publier le bilan réel des pertes américaines, en 2010, en avançant le chiffre de 430 soldats tués.

<http://french.irib.ir>

Otan- Isaf

Otan : Extrait de la **Déclaration du Sommet de Lisbonne concernant l'Afghanistan**.

Comme l'indique la déclaration des chefs d'État et de gouvernement des pays contribuant à la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) dirigée par l'OTAN sous mandat des Nations Unies en Afghanistan, notre mission menée par la FIAS en Afghanistan demeure la priorité essentielle de l'Alliance, et nous nous félicitons des progrès importants qui ont été accomplis. La sécurité et la stabilité de l'Afghanistan sont directement liées à notre propre sécurité. En rencontrant le président Karzaï, l'ensemble de nos 21 partenaires au sein de la FIAS, les représentants de l'ONU, de l'Union européenne, de la Banque mondiale et du Japon, nous réaffirmons notre engagement à long terme à l'égard de l'Afghanistan, tel qu'énoncé dans notre vision stratégique agréée au sommet de Bucarest et réaffirmée au sommet de Strasbourg-Kehl. Nous saluons les contributions accrues et précieuses de nos partenaires au sein de la FIAS et accueillerions favorablement d'autres contributions. Nous entrons dans une nouvelle phase de notre mission. Le processus de transition, qui verra les Afghans assumer la responsabilité totale de la sécurité et le plein leadership dans certaines provinces et certains districts, devrait commencer début 2011, après une évaluation et une décision conjointes de l'Afghanistan et de l'OTAN/la FIAS. La transition sera soumise au respect de conditions, pas d'un calendrier, et elle n'équivaudra pas à un retrait des troupes de la FIAS. À l'horizon fin 2014, les forces afghanes endosseront pleinement la responsabilité de la sécurité dans l'ensemble de l'Afghanistan. Au travers de notre partenariat durable

avec le gouvernement de la République islamique d'Afghanistan, nous réaffirmons notre engagement à long terme en faveur d'un avenir meilleur pour le peuple afghan.

http://www.nato.int/cps/fr/natolive/official_texts_68828.htm

2 Les forces en présence

Troupes d'occupation

Otan-Isaf

12-01

Environ 140.000 soldats étrangers, aux deux tiers américains, sont actuellement déployés en Afghanistan .

Almanar

3) Politique

b) Les occupants

1) Usa

Guantanamo

Prisons, exactions & torture dans le camp de concentration de Guantanamo

Les activistes de la paix ont manifesté devant la Maison Blanche

Plus d'une centaine d'activistes de la paix (selon la police) ont manifesté, mardi, devant la Maison Blanche, manière de protester contre le manquement du gouvernement américain à sa promesse de fermer la prison de Guantanamo.

Selon la chaîne Press TV, qui cite le «Washington Post», 173 activistes, revêtus des combinaisons des prisonniers, se sont rassemblés devant la Maison Blanche, dans le cadre d'une manifestation, qui a eu lieu, à l'occasion du 9ème anniversaire de l'ouverture de Guantanamo. Les participants à cette manifestation organisée à l'appel de plusieurs groupes de défense des droits de l'Homme, dont «Human Rights Watch» et «Témoins contre le silence envers la Torture», ont réclamé la fermeture de l'abominable prison de Guantanamo.

12/01/2011

<http://french.iriib.ir>

1 Au jour le jour

03/01

Un détenu afghan de la prison américaine de Guantanamo est mort mardi soir **dans sa douche après une séance de sport** (???) sur une machine

AP

2) Otan-Isaf

Dans les coulisses

Extrait de la Déclaration du Sommet de Lisbonne concernant l'Afghanistan.

Comme l'indique la déclaration des chefs d'État et de gouvernement des pays contribuant à la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) dirigée par l'OTAN sous mandat des Nations Unies en Afghanistan, notre mission menée par la FIAS en Afghanistan demeure la priorité essentielle de l'Alliance, et nous nous félicitons des progrès importants qui ont été accomplis. La sécurité et la stabilité de l'Afghanistan sont directement liées à notre propre sécurité. En rencontrant le président Karzaï, l'ensemble de nos 21 partenaires au sein de la FIAS, les représentants de l'ONU, de l'Union européenne, de la Banque mondiale et du Japon, nous réaffirmons notre engagement à long terme à l'égard de l'Afghanistan, tel qu'énoncé dans notre vision stratégique agréée au sommet de Bucarest et réaffirmée au sommet de Strasbourg-Kehl. Nous saluons les contributions accrues et précieuses de nos partenaires au sein de la FIAS et accueillerions favorablement d'autres contributions. Nous entrons dans une nouvelle phase de notre mission. Le processus de transition, qui verra les Afghans assumer la responsabilité totale de la sécurité et le plein leadership dans certaines provinces et certains districts, devrait commencer début 2011, après une évaluation et une décision conjointes de l'Afghanistan et de l'OTAN/la FIAS. La transition sera soumise au respect de conditions, pas d'un calendrier, et elle n'équivaudra pas à un retrait des troupes de la FIAS. À l'horizon fin 2014, les forces afghanes endosseront pleinement la responsabilité de la sécurité dans l'ensemble de l'Afghanistan. Au travers de notre partenariat durable

avec le gouvernement de la République islamique d'Afghanistan, nous réaffirmons notre engagement à long terme en faveur d'un avenir meilleur pour le peuple afghan.

http://www.nato.int/cps/fr/natolive/official_texts_68828.htm

Dans le monde

Allemagne

L'Allemagne récupère un Germano-afghan aux mains des Américains

Un jeune Germano-afghan qui était détenu depuis début janvier par l'armée américaine en Afghanistan a été remis aux autorités allemandes, a annoncé samedi le ministère allemand des Affaires étrangères.

<http://www.romandie.com/infos/news2/110129133237.6ed4mc35.asp>

Belgique

Dossier belge...

De Crem, meilleur ami belge de l'Amérique.

Le premier des câbles diplomatiques concernant la Belgique et dévoilé par De Standaard révèle comment le ministre Pieter De Crem (CD&V) a aidé les Américains à convaincre le Premier ministre Yves Leterme et le ministre des Affaires étrangères Steven Vanackere (tous deux CD&V) de répondre favorablement à la demande américaine d'augmenter la présence militaire belge en Afghanistan et de rester jusqu'à la fin 2011. Pieter De Crem a réagi ce vendredi soir. Il assume, estimant que "WikiLeaks est proche de la vérité".

Selon les informations mises en ligne ce vendredi par De Standaard, qui relate les câbles diplomatiques diffusés par WikiLeaks, au départ, les Américains n'étaient pas de grands fervents du ministre De Crem. Mais, très vite, ce dernier est devenu un allié privilégié de l'administration Obama, plus particulièrement de la chef du Département d'Etat, Hillary Clinton. En effet, De Crem va se montrer beaucoup plus enclin à satisfaire les requêtes américaines que son prédécesseur à la Défense, André Flahaut (PS).

Selon le câble cité par De Standaard, De Crem a manœuvré pour augmenter la participation belge à la force militaire de l'Otan en Afghanistan. Il savait que son Premier ministre et le PS étaient contre, craignant les répercussions sur le budget de l'Etat.

Le 4 décembre 2009, en marge d'un sommet de l'Otan à Bruxelles, explique De Standaard, Clinton a eu un entretien avec De Crem, Leterme et Vanackere, afin de formuler la demande américaine à la Belgique : 150 militaires belges en plus, des formateurs militaires supplémentaires et la garantie que les Belges resteront au poste jusqu'à la fin 2010.

Or, selon le câble cité par De Standaard, l'ambassadeur américain à Bruxelles note que c'est Pieter De Crem en personne qui a soufflé à Clinton ce qu'elle pourrait obtenir de la Belgique... "Ou comment De Crem a tenté de manipuler Leterme avec l'aide de Clinton", conclut De Standaard.

En trois ans, entre l'ère Flahaut et l'ère De Crem, le nombre total des militaires belges en Afghanistan est passé de 360 à un maximum de 626 hommes.

EDIT 22h00 : De Crem assume

Pieter De Crem ne dément pas ces informations. C'est "proche de la vérité", a-t-il affirmé lors de l'émission Terzake de la VRT vendredi soir. Il a toutefois affirmé que c'était lui faire "beaucoup d'honneur" de dire qu'il a agit de concert avec la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, pour convaincre le Premier ministre Yves Leterme d'accroître la présence militaire belge en Afghanistan.

M. De Crem a nuancé le fait qu'il ait réussi à imposer sa volonté personnelle à l'ensemble du gouvernement. La décision de rester jusque fin 2011 en Afghanistan est une décision de l'ensemble du gouvernement, pris sur proposition du Premier ministre et des ministres des Affaires étrangères et de la Défense, a-t-il souligné. Il a jugé normal qu'une telle décision soit précédée d'un trafic diplomatique. M. De Crem a réaffirmé son crédo d'une Belgique "petit partenaire, mais fiable" des Etats-Unis.

EDIT 23h00 : Les verts fulminent

(belga) Les députés écologistes Juliette Boulet et Wouter De Vriendt ont exigé ce vendredi soir que la commission de la défense de la Chambre se réunisse « *de toute urgence* » pour entendre le ministre de la Défense, Pieter De Crem, et le Premier ministre Yves Leterme. Pour les écologistes, il n'est pas normal qu'un ministre belge travaille de concert et dans le secret avec une puissance étrangère, quelle qu'elle soit. « *Il y a là un problème grave de confiance entre le ministre et ses collègues* », soulignent-ils.

Quelques réactions intéressantes à la suite:

Alain Destexhe dit :

28 janvier 2011 à 19 h 24 min

Rien de choquant à cela. S'il était convaincu que la Belgique devait participer à la coalition internationale en Afghanistan, c'est normal qu'il essaie de convaincre le reste du gouvernement d'y aller. Where is the beef ?

Jose Bastien dit :

28 janvier 2011 à 21 h 28 min

Quel intérêt pour la Belgique de s'enliser à son tour dans un tel conflit, où de toutes façons les USA sont majoritaires et payent des fortunes à des mercenaires ? La petite Belgique ferait mieux de dépenser ses euros plus utilement. Ça fait penser à la Grèce qui réduit drastiquement ses fonctionnaires mais qui continue de dépenser autant en armes pour le compte de la France et de l'Allemagne.

Jack Pot dit :

28 janvier 2011 à 21 h 49 min

La question est : quelle est la motivation, et il en faut beaucoup, d'un ministre pour envoyer 150 hommes de plus au casse-pipe tout en sachant que cela grèvera également le budget et que le premier ministre est contre? Mr. Destexhe, il n'est pire aveugle que celui qui ne veut pas voir.

Where is the beef? In the burger.

[BEkileaks, 28/01/11](#)

<http://blog.lesoir.be/wikileaks/2011/01/28/de-crem-meilleur-ami-de-lamerique/>

De Crem a lui-même formulé des demandes de Mme Clinton pour l'Afghanistan

(Belga) Le ministre de la Défense, Pieter De Crem, a lui-même fourni à la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, un certain nombre de suggestions visant à accroître la présence militaire belge en Afghanistan, a rapporté vendredi le journal 'De Standaard' sur son site internet, en citant des câbles diplomatiques obtenus par le site Wikileaks.

Selon ce quotidien, M. De Crem (CD&V) n'était, lorsqu'il est devenu ministre en décembre 2007, succédant à André Flahaut (PS), considéré que comme un candidat déçu à la présidence de son parti, le CD&V ("disappointed candidate for the post of party president"). Mais il a ensuite rapidement été promu comme "l'un des meilleurs amis des Etats-Unis au sein du gouvernement" ("one of the United States' strongest friends in the Belgian Government"), selon un message envoyé par l'ambassade des Etats-Unis à Washington. Et il a, toujours selon la même source, lui-même fourni à l'ambassadeur américain, Howard Gutman, "trois demandes spécifiques" à propos de l'Afghanistan que la chef de la diplomatie américaine allait formuler le 4 décembre 2009 lors d'une rencontre à Bruxelles avec le Premier ministre Yves Leterme et les ministres des Affaires étrangères et de la Défense, Steven Vanackere et M. De Crem. Il s'agissait de l'envoi de 150 militaires supplémentaires en Afghanistan, de davantage d'instructeurs et d'un maintien de l'engagement belge dans ce pays jusque fin 2011. Selon le 'Standaard', Mme Clinton a effectivement formulé ces trois demandes. En trois ans, la présence militaire belge est passée de 360 hommes à un plafond de 626 et leur mandat a été prolongé jusque fin 2011.

28 janvier

<http://levif.rnews.be/fr/news/belga-politique/de-crem-a-lui-meme-formule-des-demandes-de-mme-clinton-pour-l-afghanistan/article-1194938258496.htm>

France

Pourquoi des soldats français meurent-ils en Afghanistan ?

Nb: Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

Un 53ème militaire français, le caporal-chef Hervé Guinaud (42 ans), vient d'être tué en Afghanistan. Il revient à celui qui l'a envoyé à la mort, d'expliquer aux parents et aux proches de cette victime pourquoi – et au profit de qui – cet homme est mort. C'est donc au Président Sarkozy de s'en expliquer. Mais il ne le fera pas, car il devrait alors révéler que nos soldats meurent en Afghanistan pour l'USraël...

Cette guerre est perdue d'avance, tous les experts sont d'accord sur ce point. Mais alors, pourquoi un tel acharnement ? La réponse est simple : l'Afghanistan est le passage obligé du gazoduc appelé TAPI (Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde). Ce gazoduc présente aux yeux des israéliens (et Washington confondus) bien des particularités. Tout d'abord, il permet le transport du gaz turkmène en contournant la République islamique d'Iran, et en évitant la Chine.

Par ailleurs, la principale société chargée de ce gigantesque projet est israélienne. Il s'agit en effet du *Merhav Group* : un ensemble de sociétés toutes liées au Mossad. Son dirigeant est Yossi Maiman, un Israélien né en Allemagne et élevé au Pérou. Il a été l'un des dirigeants du Mossad (dont il est toujours un élément important) en Amérique latine. Aujourd'hui, il se consacre surtout à l'Asie centrale, immense réserve énergétique.

On comprend mieux à présent pourquoi Barack Obama s'est toujours déclaré partisan de continuer la guerre en Afghanistan (il y a envoyé 30 000 hommes avant de recevoir le prix Nobel de la paix !). Et la France ? Et bien elle obéit à ses maîtres. C'est pour eux que meurent des Français en Afghanistan.

La nature sioniste de cette guerre menée par la France est par ailleurs confirmée par le silence de la gauche. L'entendez-vous souvent demander le retrait immédiat de nos troupes ? Elle préfère plutôt se montrer discrète, et cela se comprend. Il y a en effet deux choses qu'elle ne pourra jamais renier : son passé colonialiste, et sa soumission au sionisme et à l'USraël. Des Français continueront malheureusement à mourir en Afghanistan pour les intérêts intimement mêlés de Tel Aviv et Washington, par décision de Nicolas Sarkozy, et avec la complicité de la gauche. Une fois de plus, quand il s'agit d'Israël et du sionisme : droite et gauche tombent d'accord. Il est largement temps que les Français le comprennent, et se demandent pourquoi. N'y aurait-il pas un lobby qui sache rassembler la droite et la gauche française quand il le faut ?

11/1 Source : P.A.S (Parti Anti Sioniste)

4 Lutte pour la libération du territoire & la victoire de la résistance Afghane

Pertes déclarée des occupants. - Province non précisée

US & Isaf

07/01

Trois soldats des forces d'occupation de l'Otan en Afghanistan (Isaf) ont été tués dans l'explosion de deux bombes, l'une dans le sud, l'autre dans l'est du pays, c'est ce qu'a annoncé l'Isaf.

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=169120&language=fr>

12/01/

Quatre soldats de la force de l'Otan en Afghanistan (Isaf) ont été tués par l'explosion de deux bombes artisanales dans l'est et le sud du pays mercredi, journée la plus meurtrière pour les troupes internationales depuis le début de l'année, a annoncé l'Isaf.

L'une a tué trois soldats dans l'est de l'Afghanistan, l'incident le plus meurtrier pour la force de l'Otan depuis le 1er janvier. La seconde a fait un mort dans le sud.

C'est la première fois que l'Otan perd quatre soldats dans une même journée depuis le début de l'année 2011.

[afp.](#)

20/01

L'OTAN a annoncé aujourd'hui que deux de ses soldats ont été tués dans des attaques par des résistants . Un soldat a été tué aujourd'hui dans le nord du pays et un autre hier dans le sud, a précisé l'Alliance atlantique, sans donner leur nationalité.

Plus de 20 hommes de l'OTAN ont été tués depuis le début du mois.

AP

01/02 —

Un soldat de l'OTAN a été tué lundi par l'explosion d'une bombe artisanale dans l'est de l'Afghanistan, (AP)

05/02

Un soldat britannique a été tué dans une explosion aujourd'hui en Afghanistan, portant à 352 le nombre de militaires britanniques morts en opérations.

[AFP](#)

Pertes des forces collaboratrice locales - Province non précisée

10/1

Une attaque kamikaze a causé la mort de trois policiers qui circulaient dans leur véhicule, dans le sud de l'Afghanistan, (AP)

Détails

Kaboul

12-01

Quatre personnes ont été tuées et au moins huit blessées mercredi dans une attaque kamikaze à la moto piégée visant des membres des services de renseignement dans l'ouest de Kaboul

12.01.

<http://www.leparisien.fr/flash-actualite-monde/afghanistan-au-moins-quatre-morts-dans-un-attentat-suicide-a-kaboul-12-01-2011-1223775.php>

28/1

Au moins neuf personnes ont été tuées et six autres blessées par l'explosion d'une bombe dans une épicerie fréquentée par des étrangers vendredi à Kaboul, a rapporté la police.

Trois ressortissantes étrangères et un enfant, dont la nationalité n'a pas été déterminée, figurent parmi les morts

(AP)

03/02

Une opération des forces spéciales françaises a permis la capture d'un important chef de la résistance dans la région Nord-Est de Kaboul, où une trentaine de résistants auraient été tués.

AP

Province de Badghis

20/01

L'OTAN a rapporté qu'un soldat italien a été tué par un soldat afghan dans l'ouest de l'Afghanistan.

Ce dernier a pris la fuite. Dans un premier temps, l'Alliance atlantique avait évoqué mardi une attaque dans le district de Bala Murghab, dans la province de Badghis.

Dans un nouveau communiqué, il est précisé que le soldat italien nettoyait son arme en compagnie d'un de ses compatriotes quand un soldat afghan s'est avancé vers eux, avec fusil M16, et leur a demandé de l'aider à nettoyer son arme. Il a ensuite ouvert sur les deux soldats et pris la fuite.

AP

Province d'Helmand (sud de l'Afghanistan).

29/1

Quatre gardes de sécurité ont été tués samedi lorsque leur véhicule a roulé sur un engin explosif dans la province du Helmand, dans le sud de l'Afghanistan

<http://french.cri.cn/621/2011/01/29/402s237395.htm>

Province de Kandahar (sud)

29/1

Un kamikaze circulant à moto a foncé samedi dans un véhicule à bord duquel se trouvait le vice-gouverneur de la province de Kandahar (sud de l'Afghanistan), tuant le responsable et blessant trois de ses gardes du corps, selon le ministère de l'Intérieur

AP

Spin Boldak, (près du Pakistan)

07/01

Un kamikaze s'est fait exploser vendredi dans un bain public de la ville de Spin Boldak, dans le sud de l'Afghanistan, faisant 17 morts, dont l'officier de police qu'il visait, et au moins 21 blessés, c'est ce qu'ont indiqué les autorités locales.

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=169101&language=fr>

12/1

Un kamikaze à bord d'une voiture piégée a causé la mort de trois policiers qui circulaient dans leur véhicule, dans le sud de l'Afghanistan, ont annoncé lundi les autorités locales.

Il s'agit de la deuxième attaque kamikaze ces quatre derniers jours dans la zone de Spin Boldak, ville située près de la frontière pakistanaise, dans la province de Kandahar.

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20110110.FAP3418/afghanistan-trois-policiers-tues-dans-un-attentat-suicide.html>

Enlèvement

31/01

Un groupe local de la résistance a enlevé il y a environ huit jours 21 chefs tribaux de la province de Kunar (est de l'Afghanistan), dont il accuse des proches de collaborer avec le gouvernement de Kaboul et la coalition, a annoncé un responsable local. "Les personnes enlevées avaient initialement été convoquées par les résistants pour une choura (assemblée traditionnelle) dans une mosquée d'un village" du district de Mrawar. "A l'issue de la discussion, les résistants les ont tous emmenés avec eux dans un endroit inconnu",

AFP

4-1 L'Afghanistan en chiffre

Guerre appelée "Enduring Freedom déclenchée en octobre 2001 devenue en mai 2007 : "Force combinée 82 "

Les chiffres indiqués sont vérifiés par le recoupement des chiffres des pertes communiqués par la résistance & les médias occidentaux

Civils tués	16046 (Voir Dufour-n°196)
-------------	---------------------------

Civils blessés	: ? + 3096 (chiffres trop bas)
----------------	--------------------------------

Résistants tués :	: ? + 5.307
-------------------	-------------

Résistant blessés	: ? + 1.863 (chiffres trop bas)
-------------------	---------------------------------

Résistances arrêtés :	23.000 prisonniers
-----------------------	--------------------

Militaires occupants et milice privés occupante tués : 3220 + X

Militaires et milice privés occupante blessés : ? + 4.074

Suicides : 1421 + ? (voir article)
300.000 souffrent de troubles psychologiques ou de dépression majeure (Afghanistan & Irak)

CIA tués : 11

Soldats /policiers gouvernementaux tués : ? + 6.485
Soldats gouvernementaux blessés : ? + 7013 (chiffre trop bas)

Collabo tués : 1.905
Collabo blessés : ? 331 (chiffre bien trop bas)
Collaborateurs disparus : ? +25

Les chiffres indiqués sont vérifiés par le recoupement des chiffres des pertes communiqués par la résistance & les médias occidentaux.

Les chiffres indiqués sont vérifiés par le recoupement des chiffres des pertes communiqués par la résistance & les médias occidentaux & Bassirat.net.

The War in Afghanistan Costs

relève le 09.02 à 10.03

Cost of U.S. War and Occupation of Afghanistan

\$\$222,714,396,240

24.07 <http://www.costofwar.com/>
http://www.nationalpriorities.org/costofwar_home
[For more details, click here.](#)

5 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

Armée secrète de l'OTAN de 1950 à 1990

RTBF mercredi 2 fevrier émission 55 min sur armée secrète de l'OTAN de 1950 à 1990

http://www.rtbf.be/tv/revoir/detail_les-armees-secretes-de-l-otan?uid=59381221668&idshedule=3708d91822f2eccfef97d93f58126488&catchupId=10-TCQAD845-000-PR-1&serield=

John Pilger : Droits et devoirs des journalistes. Pourquoi les guerres ne sont-elles pas rapportées honnêtement ?

John Pilger est cette figure du journalisme d'investigation anglo-saxon, activiste anti-guerre et défenseur des droits humains, qui s'était exprimé le 23 octobre 2010 à Londres sur le probable "laisser-faire" (ce qui s'appelle la théorie LIHOP, pour *Let It Happen On Purpose*) de l'administration Bush lors des attentats du 11-Septembre. Cette prise de position était passée totalement inaperçue en France. Dans cet article publié dans le journal britannique *The Guardian*, M. Pilger revient à la charge contre le journalisme "de complaisance", celui qui ne remplit pas son rôle d'information du public et se limite à relayer les informations venant des autorités plutôt que de rapporter la réalité du terrain. Il part de l'exemple de l'Irak et du journalisme de guerre qui y a eu cours, et étend son analyse au journalisme "au service des lobbies" et des gouvernants, injustifiable à ses yeux.

Pour illustrer ses propos, nous avons choisi de les associer à ceux tenus par Ray McGovern, auteur avec d'autres ex-agents de la CIA d'une lettre de soutien au fondateur de Wikileaks, Julian Assange. Lui

aussi, lors d'une interview par un journaliste de CNN (!) fustige ces journalistes transformés en porte-parole des gouvernants, qui de surcroît se permettent de qualifier Assange de "terroriste".

Pourquoi les guerres ne sont-elles pas rapportées honnêtement?

Le public doit connaître la vérité sur les guerres.

Alors pourquoi les journalistes s'associent-ils avec les gouvernements pour nous mystifier ?

Dans le manuel de l'armée US portant sur la contre-insurrection, le Général américain commandant [les Forces de l'OTAN en Afghanistan] David Petraeus décrit la guerre en Afghanistan comme une « *guerre de perception... conduite en utilisant en permanence les médias d'information.* » Ce qui importe réellement n'est pas vraiment la bataille au jour le jour contre les Résistants, mais la façon dont cette aventure est vendue aux États-Unis où « *les médias influencent directement l'attitude de pans entiers de l'audience* ». En lisant cela, je me suis souvenu du Général vénézuélien qui dirigea un coup d'État contre le gouvernement démocratique de 2002. « *Nous avons une arme secrète* », se vanta-t-il. « *Nous avons les médias, en particulier la télévision. Il faut avoir les médias.* »

Jamais les officiels n'ont dépensé autant d'énergie pour s'assurer que les journalistes soient bien de connivence avec les rapaces faiseurs de guerres, un phénomène dorénavant perpétuel selon le Général grand ami des médias. En se faisant l'écho des chefs de guerre les plus prolixes, comme Dick Cheney, l'ancien vice-président américain, chantre du « *waterboarding* » [Ndt : torture par simulation de noyade], et qui présagea « *50 ans de guerre* », ils contribuent à une situation de conflit permanent qui dépend grandement de la mise à l'écart d'un ennemi dont ils n'osent dire le nom : le public.

Au centre de guerre psychologique du Ministère de la Défense à Chicksands, dans le Bedfordshire, les chargés de formation pour journalistes se démènent à la tâche, plongés dans un jargon fait de « domination informationnelle », « menace asymétrique » ou « cyber-menace ». Ils partagent leurs locaux avec le personnel enseignant les méthodes d'interrogatoires qui ont conduit à une enquête publique concernant la pratique de la torture par les militaires britanniques en Irak. La désinformation et la barbarie des guerres coloniales ont beaucoup de choses en commun.

Bien entendu, seul le jargon est nouveau. Dans la scène d'ouverture de mon film, *The War You Don't See*, il y a une référence à une conversation privée pré-Wikileaks datant de décembre 1917 entre David Lloyd George, premier ministre britannique durant une grande partie de la Première Guerre mondiale, et CP Scott, éditeur du Manchester Guardian. « *Si les gens connaissaient vraiment la vérité, dit le premier ministre, la guerre serait stoppée demain. Mais bien entendu, ils ne savent pas, et ne peuvent pas savoir.* »

A la suite de la « der des ders », Edward Bernays, un confident du président Woodrow Wilson, inventa le terme de « Relations Publiques » comme euphémisme pour [désigner la] propagande « *qui était devenu un terme péjoratif en raison de la guerre.* » Dans son livre *Propaganda* (1928), Bernays décrit les RP comme « *un gouvernement invisible qui constitue le vrai pouvoir dirigeant de notre pays* » et ce grâce à « *l'intelligente manipulation des masses* ». Ceci fut mis en place par la création de « fausses réalités », relayées ensuite par les médias. (Un des premiers succès de Bernays fut de parvenir à persuader les femmes de fumer en public. En associant l'acte de fumer et la « libération » de la femme, il fit les gros titres faisant l'éloge des cigarettes décrites comme « des torches de la liberté »).

J'ai commencé à comprendre ceci alors que j'étais jeune journaliste pendant la guerre américaine au Vietnam. Durant ma première affectation, j'ai vu le résultat du bombardement de deux villages et l'usage du Napalm B qui continue de brûler sous la peau ; beaucoup de victimes étaient des enfants; les arbres étaient ornés de morceaux de corps humains. Les regrets du type « ces tragédies sont inhérentes à la guerre » n'expliquent pas pourquoi virtuellement toute la population du sud Vietnam était mise en danger par des Forces se déclarant « alliées », c'est-à-dire les États-Unis. Des termes de RP comme « pacification » et « dommages collatéraux » sont devenus monnaie courante. Presque aucun journaliste n'utilise le mot « invasion ». [Les expressions] « intervention », et plus tard « borborygme » sont devenues parties intégrantes du vocabulaire utilisé par les journalistes, qui percevaient la mort de civils comme des erreurs tragiques et ne remettaient que rarement en cause les bonnes intentions de l'envahisseur.

A Saïgon, sur les murs des bureaux des organisations de presse américaines étaient souvent affichées des photographies horribles qui n'étaient jamais publiées et rarement relayées, car on disait qu'elles donneraient un côté « sensationnaliste » à la guerre en mettant en colère les lecteurs et les spectateurs, et qu'elles n'étaient donc pas « objectives ». Le massacre de My Lai en 1968 ne fut rapporté que par un

journaliste indépendant, Seymour Hersh, alors que de nombreux journalistes étaient au courant (ainsi que de bien d'autres atrocités). La couverture de Newsweek titrait « Une tragédie américaine », insinuant que les envahisseurs étaient les victimes: un thème déculpabilisant qui fut repris par Hollywood dans des films comme « Voyage au Bout de l'Enfer » ou Platoon. La guerre était imparfaite et tragique, mais la cause était essentiellement noble. De plus, elle fut « perdue » en raison de l'irresponsabilité de médias hostiles et non censurés.

Bien qu'à l'opposé de la vérité, ces fausses réalités sont devenues les « leçons » apprises par les faiseurs de guerres d'aujourd'hui et par la majorité des médias. À la suite du Vietnam, les journalistes « embarqués » (embedded reporters) sont devenus des pièces centrales des politiques de guerre, et ce, des deux côtés de l'Atlantique. A quelques honorables exceptions près, cela a fonctionné, en particulier aux USA. En mars 2003, près de 700 journalistes embarqués ainsi que des équipes de cameramen ont accompagné les forces d'invasion en Irak. A voir leurs reportages enthousiastes, on aurait pu s'imaginer que l'Europe était de nouveau libérée. Les Irakiens sont juste de fugaces et lointains seconds rôles; mais John Wayne est de retour.

Une statue de Saddam renversée à Bagdad le 9 avril 2003. Photographe: Jerome Delay/AP

L'apothéose fut l'entrée victorieuse à Bagdad, et les images de la télévision montrant la foule acclamant la chute d'une statue de Saddam Hussein. Derrière cette façade, une équipe d'opération psychologique américaine a réussi à manipuler ce qu'un rapport de l'armée US, méconnu, décrit comme un « *cirque médiatique avec presque autant de journalistes que d'Irakiens* ». Rageh Omaar, qui était présent pour la BBC, rapporta cette information : « *les gens sont sortis en souhaitant la bienvenue [aux Américains], et en faisant le V de la Victoire. Ce genre de scène a lieu partout dans la capitale irakienne* ». En fait, dans la majeure partie de l'Irak, la conquête et la destruction sanglante d'une société tout entière avaient bien lieu, mais furent largement ignorées.

Dans « The War You Don't See », Omar parle avec une franchise admirable : « *je n'ai pas vraiment fait mon travail correctement, dit-il. Je fais mon mea culpa et dois avouer que nous n'avons pas suffisamment appuyé là où cela faisait mal* ». Il décrit la façon dont la propagande militaire britannique a manipulé avec succès la couverture médiatique de la chute de Basra, chute qui fut annoncée '17 fois' par BBC News 24. « *Cette couverture, dit-il, fut une chambre d'écho géante.* »

La souffrance intense des Irakiens lors de l'assaut n'avait que peu de place dans les journaux. Andrew Marr, alors éditorialiste politique à la BBC, se trouvait près du 10 Downing Street la nuit de l'invasion, et déclara : « *[Tony Blair] a dit que nous serions capables de prendre Bagdad sans bain de sang, et qu'à la fin, les Irakiens célèbreraient l'événement, et sur ces deux points, il s'est avéré qu'il avait parfaitement raison...* ». J'ai demandé une interview à Marr, mais n'ai reçu aucune réponse. D'après des études réalisées par l'Université de Galles de Cardiff et par Media Tenor, il apparaît que la couverture de la guerre par la BBC reflétait presque exclusivement la ligne du gouvernement, et que les reportages témoignant de la souffrance des civils étaient relégués au second plan. Media Tenor place la BBC et la chaîne américaine CBS tout en bas d'un classement concernant le temps alloué aux opposants à l'invasion parmi les télévisions occidentales. « *Je suis tout à fait ouvert sur le fait que l'on nous accuse d'avoir été mystifiés* » déclarait Jeremy Paxman l'année dernière, parlant à un groupe d'étudiants au sujet de la non-existence des armes de destruction massive irakiennes. « *Nous l'avons clairement été [mystifiés]* ». En tant que personnalité médiatique grassement rémunérée, il oublie cependant de préciser pourquoi il fut mystifié.

Dan Rather, qui fut le présentateur du journal de CBS pendant 24 ans, fut moins réticent. « *La peur était présente dans chaque salle de rédaction américaine, m'avoua-t-il, la peur de perdre son travail... la peur de se voir cataloguer comme non-patriote ou autre* ». Rather explique que la guerre les a « transformés en sténographe » et que si les journalistes avaient enquêté sur les mensonges qui ont amené à la guerre en Irak, au lieu de les amplifier, l'invasion n'aurait pas eu lieu. C'est une opinion partagée par nombre de grands journalistes américains que j'ai interviewés.

En Grande-Bretagne, David Rose, dont l'article paru dans The Observer joua un rôle majeur dans l'établissement d'un lien, en vérité inexistant, entre Saddam Hussein, al-Qaïda et le 11-Septembre, m'a accordé une interview courageuse dans laquelle il dit : « *C'est inexcusable... Ce qui s'est produit [en Irak] est un crime, un crime d'une très grande ampleur...* »

« *Est-ce que cela fait des journalistes des complices ?* » lui ai-je alors demandé.

« *Oui... involontairement peut-être, mais oui* ».

Quelle est la valeur d'un tel témoignage de journaliste? La réponse est fournie par le grand journaliste [James Cameron](#), dont le documentaire courageux et révélateur, réalisé avec Malcom Aid au sujet des bombardements de civils au nord Vietnam fut interdit par la BBC. « *Si nous, qui sommes censés trouver ce que manigancent ces salauds (sic), ne rapportons pas ce que nous trouvons, si nous ne prenons pas la parole, alors qui va stopper cette entreprise sanglante qui frappe à nouveau ?* »

Cameron ne pouvait pas imaginer un phénomène moderne comme celui de [Wikileaks](#), mais il l'aurait sûrement approuvé. Derrière l'avalanche actuelle de documents officiels, en particulier ceux décrivant les machinations secrètes ayant conduit à la guerre – comme l'obsession américaine envers l'Iran –, l'échec du journalisme est rarement souligné. Et peut-être que la raison pour laquelle Julian Assange semble provoquer tellement d'hostilité parmi les journalistes au service de différents « lobbies », ceux que le porte-parole de George Bush a qualifiés une fois de « facilitateurs complices », est que Wikileaks et ses révélations les remplissent de honte. Pourquoi le public a-t-il dû attendre Wikileaks pour savoir comment les grandes puissances agissent vraiment ? Comme le montre la fuite (*leaked*) d'un document de 2000 pages du Ministère de la Défense, les journalistes les plus compétents ne sont pas qualifiés d'« embarqués » ou d'« embrigadables » par le pouvoir, mais de « menace ». C'est en fait la menace de la vraie démocratie, dont la « monnaie est », selon Thomas Jefferson, « la libre circulation de l'information ».

Dans mon film, je demande à Assange de quelle manière il opère vis-à-vis des lois draconiennes concernant le secret pour lesquelles la Grande-Bretagne est célèbre. « *En fait, dit-il, lorsque l'on regarde les documents du Official Secrets Act, il est écrit que c'est une offense de ne pas diffuser une information, et que c'est aussi une offense de détruire une information, la seule issue possible est donc pour nous de publier l'information* ». C'est une époque formidable.

John Pilger (www.johnpilger.com)

The Guardian, 10 décembre 2010

The Guardian,

Traduction Anthony Spaggiari pour ReOpenNews

by GeantVert

05 janvier, 2011

<http://www.reopen911.info/News/2011/01/05/john-pilger-droits-et-devoirs-des-journalistes-pourquoi-les-guerres-ne-sont-elles-pas-rapportees-honnetement/>

6 Dossiers

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

6-1 [Tariq Ali : Obama ou L'impérialisme à visage humain.\(?\)](#)

Depuis plus de 40 ans, Tariq Ali, historien né au Pakistan et figure de la gauche radicale britannique, analyse et critique la politique étrangère des États-Unis qu'il qualifie d'impérialiste.

À l'occasion de la traduction en français de son dernier livre, Obama s'en va-t-en guerre (Éditions La Fabrique, 2010), nous l'avons rencontré pour l'interroger sur les conflits engagés par les États-Unis. L'arrivée au pouvoir de Barack Obama aurait-elle modifié la vision du monde de la bannière étoilée ? Ses propos, tout comme l'argumentation du livre, balayaient l'ensemble des illusions formées sur la présidence du métis de la Maison Blanche.

Le dirigeant actuel, en dépit d'une couleur dont il a su habilement jouer, s'est contenté de marcher dans les pas de son prédécesseur friand de bretzels, de chapeaux texans et de croisades contre « l'Axe du Mal ».

Assurément plus cultivé et plus sympathique que George W. Bush, ce qui n'était guère difficile, Obama a pourtant fait pire dans certains contextes – l'Afghanistan et le Pakistan. Retour sur la politique étrangère de l'Oncle Barack.

CQFD : L'ambassade des États-Unis en France a récemment invité une série d'individus « issus de la diversité ». Comment expliquez-vous l'engouement des personnes qui ont accepté cette invitation et comment interpréter cette entreprise américaine de séduction dans les recoins populaires de la République française, notamment la banlieue ?

Tariq Ali : Lors de la victoire d'Obama, les États-Unis ont décidé qu'ils allaient exploiter au mieux l'événement. J'ai écrit dans mon livre qu'Obama était la facette la plus inventive de l'impérialisme. C'est exactement ce que montrent les invitations lancées aux minorités. Or, maintenant, ça fait de moins en moins recette. L'excitation qui consistait à avoir un président métis à la Maison Blanche est passée. En dernière instance, ce qui compte, c'est ce que vous faites, vos politiques et leur capacité à provoquer un changement... Ce changement n'a pas vraiment eu lieu. Le fait qu'il ne soit pas blanc devient alors sans intérêt, sauf pour les fanatiques de droite qui l'attaquent encore au moyen d'allégations stupides. Une vaste majorité d'Afro-Américains n'a pas voté pour Obama lors des récentes élections de mi-mandat. Je pense que beaucoup de ceux qui acceptent les invitations de l'ambassade américaine se sentent flattés, parce qu'ils n'ont probablement pas l'habitude d'être invités dans ce type de lieu. Ils projettent leurs propres illusions sur Obama : « Il va faire ceci, il va faire cela. » Or, en pratique, le bilan des réformes est plutôt décevant.

Quelle fonction Obama peut-il alors jouer dans l'économie du rêve américain ? Et à quelle hypothèse de résistance cette fonction peut-elle renvoyer ?

Dans un système politique américain dominé par deux partis qui défendent les intérêts des plus riches et cherchent à maintenir les acquis de l'impérialisme américain, la seule hypothèse valable que l'on puisse former est celle d'un troisième parti qui serait différent, qui refléterait d'autres intérêts, sociaux et politiques. Je pense qu'il pourrait recueillir les suffrages de deux à trois millions de personnes. Mais, à ce jour, les États-Unis ne sont pas parvenus à réaliser cette hypothèse. En contrepartie, nous avons une oligarchie bien réelle, une oligarchie politique, économique et militaire qui dirige en permanence le pays. L'un des plus grands politologues américains, Sheldon Wolin, a écrit un livre, *Democracy Incorporated*, dans lequel il démontre que la démocratie américaine est mise en danger par l'omnipotence des grandes entreprises et par le fait que, pour devenir président, il faut dépenser des millions et des millions de dollars avant seulement de pouvoir prétendre à cette place. Donc, la question qui se pose est : combien de temps ce système de gouvernance peut-il encore durer avant que ne s'organise la résistance du peuple américain ?

Lors du bombardement de Gaza par l'armée israélienne pendant vingt-deux jours consécutifs, le président demeura silencieux. Est-ce un effet de l'autocensure liée aux poids des groupes de pression tels que l'influent *American Israel Public Affairs Committee* (Aipac) ou l'expression d'une défense des intérêts américains au Proche-Orient ?

Il y a un grand débat sur cette question aux États-Unis. On trouve des gens qui pensent que c'est dans l'intérêt des États-Unis de protéger Israël, quel que soit le prix à payer, d'autres qui considèrent que la politique américaine à l'endroit d'Israël est irrationnelle et contrevient plus largement aux intérêts américains dans la région. Et je suis plutôt d'accord avec cette deuxième position. Israël est complètement intégré à la structure même de la politique américaine. D'ailleurs, le chef d'état-major d'Obama, Rahm Emmanuel, a été commandant dans l'armée israélienne.

Les médias américains couvrent le conflit israélo-palestinien sans la moindre contextualisation : on raconte qu'Israël se défend contre des attaques terroristes. Mais, depuis Gaza et le rapport du juge Goldstone, il y a eu un tournant et les divergences à l'intérieur même de la communauté juive sont apparues au grand jour.

Il faut souligner que la France est le pays où il est le plus difficile de formuler ces commentaires. Une poignée d'individus dans les médias dominants ont placé cette question en zone interdite. Je me rappelle quand j'ai publié le roman *Un sultan à Palerme*, j'étais supposé me rendre à France Culture pour une longue interview. À la dernière minute, ils annulent. Ils ont expliqué à mon éditrice, Sabine Wespieser : « Il a trop écrit sur la Palestine. »

Comment expliquez-vous la continuité de la politique menée par Bush ? Quel projet est-il globalement fixé et la politique d'Obama a-t-elle les moyens d'y parvenir ?

Le régime d'Obama est assurément un régime de continuité : tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. La politique étrangère de Bush a donc été poursuivie, à l'exception de l'Afghanistan et du Pakistan pour lesquels Obama est bien pire que Bush. Il a provoqué une escalade de violence, et fait plus de morts que Bush lui-même, avec les attaques de drones. L'explication est très simple : un président américain dirige non seulement les États-Unis mais aussi le système impérialiste qu'il se doit de préserver. À moins que des mouvements sociaux ne se créent par le bas ou que les États-Unis essuient un revers magistral dans quelque endroit du monde, je ne vois pas comment la situation pourrait changer.

Quand les drones américains ont frappé le Pakistan, ces attaques aériennes ont été qualifiées de « bavures militaires ». Comment Obama a-t-il justifié ce total de 183 frappes au 10 octobre 2010 ? Des militaires pakistanais ont dit aux forces US : « Dans cette maison, il y a des terroristes. » Alors, à une centaine de kilomètres d'altitude, ils ont détruit cette cible avec un drone. Quand je vais au Pakistan, où j'ai souvent l'occasion de me rendre, on me demande si je veux voir les maisons de ceux qui ont été tués, et vous savez qu'il s'agit, dans 90 % des cas, de gens ordinaires. Il y a presque un an, quand il y avait des manifestations à Téhéran et qu'une femme a été tuée [Neda Soltani, dont la mort a été filmée et diffusée sur Internet, ndlr.], l'ensemble des médias occidentaux s'est saisi de l'événement et Obama est apparu larmoyant à la Maison Blanche tandis que les gouvernants européens poussaient de hauts cris. Ce même jour exactement, les drones américains tuaient cinquante personnes au Pakistan : des femmes et des enfants pour la plupart d'entre eux. Qui s'en est ému ?

Le président Obama considère l'Afghanistan et le Pakistan comme une zone de guerre unique : l'Afpak. Pouvez-vous décrire plus précisément cette zone et développer les enjeux géostratégiques qui y sont rattachés ?

La zone Afpak est la zone interfrontalière dans laquelle vivent les Pachtounes. Ils s'offrent mutuellement refuge, évidemment. D'un côté ou de l'autre de la frontière, vous avez des gens du même village, de la même tribu, qui parlent la même langue. Des liens se nouent et, souvent, il y a des mariages. Les Américains essaient de détruire cela et la stratégie consiste simplement à vider les lieux. Ils ont ainsi poussé l'armée pakistanaise à déplacer deux millions de personnes de cette région et à détruire leurs villages. Ces gens vivent maintenant dans des camps de réfugiés, au sein de leur propre pays. Voilà ce qu'est l'Afpak et voilà ce dont Obama est responsable et pourquoi les Pakistanais le détestent.

Les Américains croient qu'ils ne peuvent pas gagner la guerre en Afghanistan à cause du refuge trouvé par les militants au Pakistan. C'est la vieille rengaine impérialiste : on ne peut pas gagner au Vietnam, alors, bombardons le Cambodge ! Ils font exactement la même chose dans cette région, et ils créent davantage d'ennemis et davantage de haine. Jamais ils ne gagneront la guerre en Afghanistan. La seule question, c'est : combien de gens vont-ils encore tuer avant de se retirer ? Et le fait que des pays européens aient des troupes là-bas est révoltant car la plupart de leurs citoyens sont opposés à cette guerre. Les opinions ne sont pas dupes du fait qu'il s'agit d'une guerre cynique ne remplissant plus aucune fonction. Les Américains ont donné le pouvoir aux personnes les plus corrompues du pays : la famille Karzai s'est enrichie dans le commerce parallèle, le trafic d'héroïne et les détournements de fonds. Voilà ce à quoi l'Occident apporte son soutien ! Grâce à un bulletin de la CIA, on sait que le moyen de gagner les cœurs et les esprits en Europe consistait à justifier cette guerre par l'émancipation des femmes... Or, la condition des femmes s'est dégradée avec l'occupation. Le nombre de bordels a augmenté de 500 % depuis le début de l'occupation ! Voilà comment les États-Unis et leurs alliés de l'Otan libèrent les femmes !

Concernant l'Afghanistan, vous écrivez : « les avancées dont les médias nous rebattent les oreilles sont illusoires ». Pouvez-vous expliquer le rôle des médias dans l'assentiment à la guerre d'une large fraction de l'opinion publique occidentale ?

Les choses sont simples : à chaque fois que l'Occident part en guerre, les médias sont à ses côtés. Et maintenant, il y a de plus en plus de médias embarqués [embedded medias], des journalistes qui vivent avec les soldats, qui vont en mission avec eux. Ainsi, même s'ils n'étaient pas tellement pro-guerre au départ, ils le deviennent car ils s'identifient aux soldats qui veillent sur eux.

L'analyse critique des médias en temps de guerre est inexistante. Les journalistes sont devenus des propagandistes : le consensus néolibéral et la justification de la guerre se retrouvent dans la plupart des journaux de référence. Parfois, en privé, ils peuvent avouer : « Oui, nous savons que c'est de la merde, mais bon. » En public, ils continuent d'écrire ce qu'il faut écrire pour percevoir leur salaire.

La lutte contre ce consensus de façade ne peut être menée qu'à travers les médias alternatifs. C'est ce qui émerge lentement, le fait que nous ayons le web et des sites – Counterpunch, Democracy Now – que beaucoup de monde va visiter, notamment quand il y a une guerre, prouve que les gens ne croient même plus en leur propre presse ! Cette presse tire avantage du fait que nous vivons dans un monde consumériste, dépolitisé, fondé sur le crédit et l'intérêt pour la vie des célébrités. La presse alternative pourrait enrayer ce processus.

Pensez-vous que les récentes « révélations » de Wikileaks soient une expression de ces nouveaux médias alternatifs dont vous faites l'éloge ou simplement un tour de passe-passe spectaculaire par lequel les médias dominants se blanchissent à bon compte ?

Je pense qu'il ne faut pas sous-estimer les révélations de Wikileaks. Elles ont embarrassé le gouvernement d'Obama et ses satrapes européens, comme le démontrent les poursuites à l'encontre de Julian Assange. Certains médias de référence, eux-mêmes, ont été gênés de devoir publier ces « leaks ». Gareth Porter de Counterpunch a critiqué les publications partielles de câbles diplomatiques par le New York Times et le Washington Post : l'acquisition supposée de missiles nord-coréens par l'Iran a ainsi été rapportée, mais le câble où cette version est réfutée par les Russes est passé sous silence, ainsi que celui où la présence de tels missiles n'est clairement pas prouvée. Certains de ces câbles peuvent donc être assimilés à des ragots diplomatiques, mais pas tous. Ils confirment plutôt ce que nous savions déjà des politiques impérialistes.

Najate Zouggar

CQFD

janvier 16th,

<http://www.inversalis-productions.eu/blog/2011/01/barack-obama-limperalisme-a-visage-humain/>

6-2 Guantanamo : Les dossiers

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage certaines analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1 USA: Un juge refuse de libérer un Algérien détenu à Guantanamo..

Un juge américain a refusé mardi la libération d'un Algérien détenu à la prison militaire américaine de Guantanamo, à Cuba. Abdoul Razak Ali a été capturé en mars 2002 dans une maison pakistanaise où avait été arrêté le chef des opérations d'Al-Qaida, Abou Zoubaydah. Il a été transféré à Guantanamo en juin 2002.

Ali a demandé à un tribunal américain de le remettre en liberté en faisant valoir qu'il était victime d'une erreur sur la personne et n'avait jamais été en Afghanistan avec le groupe de Zoubaydah.

Toujours 173 détenus à Guantanamo

Le juge Richard Leon a rejeté sa requête en disant que le gouvernement avait apporté des preuves suffisantes de ce qu'Ali appartenait au groupe de Zoubaydah, avec notamment le journal de bord d'un proche de Zoubaydah signalant sa présence en Afghanistan.

Le juge a ajouté qu'Ali, qui affirme maintenant se nommer Saïd Bakhouch, avait reconnu lors de son premier interrogatoire «être allé en Afghanistan pour mener le djihad contre les forces américaines et leurs alliés».

Il reste 173 détenus à la prison de Guantanamo, ouverte il y a plus de huit ans et qu'Obama avait promis de fermer début 2010. Il n'y est toujours pas parvenu en raison d'une opposition politique au jugement sur le territoire américain des suspects qui y sont détenus.

12.01

<http://www.20minutes.fr/ledirect/651510/monde-usa-juge-refuse-liberer-algerien-detenu-guantanamo>

2 Obama promulgue la loi interdisant les transferts de Guantanamo.

Barack Obama, a signé vendredi avec réticence une loi votée à la Chambre des représentants qui interdit le transfert sur le territoire des Etats-Unis des détenus de Guantanamo et retardera du même coup la fermeture programmée de la prison militaire américaine.

Une disposition du projet de loi de finances pour l'exercice fiscal 2011 adoptée il y a un mois interdit en toutes circonstances l'utilisation de fonds publics pour le transfert de prisonniers sur le sol américain.

Washington avait notamment l'intention de faire juger Khalid Sheikh Mohammed, cerveau des attentats du 11 septembre 2001, aux Etats-Unis.

"En dépit de ma forte objection à ces dispositions, auxquelles mon administration s'est constamment opposée, j'ai signé cette loi en raison de son importance pour le financement entre autres choses, de nos activités militaires en 2011", a déclaré Barack Obama dans un communiqué.

"La poursuite de terroristes devant les tribunaux fédéraux est un outil puissant dans nos efforts pour protéger la nation et doivent figurer parmi nos options", a estimé Barack Obama.

"Mon administration travaillera avec le Congrès pour supprimer ces restrictions, atténuer leurs conséquences et s'opposera à

toute tentative de les étendre ou de les élargir à l'avenir", a-t-il ajouté.

Les restrictions sur le transfert des prisonniers prendront fin le 30 septembre, à l'expiration de l'exercice fiscal.

Le premier détenu transféré aux Etats-Unis l'an dernier a été traduit devant un tribunal fédéral de Manhattan qui l'a acquitté de 284 des 285 chefs d'accusation pour son implication présumée dans les attentats de 1998 contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie, ce qui a provoqué de vives critiques de la part de l'opposition républicaine.

La prison de Guantanamo, installée dans la base américaine sur la pointe orientale de Cuba par l'administration de son prédécesseur George Bush après les attentats de 2001, compte encore 174 détenus dont une trentaine doivent être traduits devant des tribunaux américains ou des commissions militaires. Sa fermeture était l'un des engagements de campagne de Barack Obama avant son élection en novembre 2008.

08/01

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=169220&language=fr>

3 WikiLeaks

1 Cinq Français, anciens de Guantanamo, rejugés pour terrorisme.

Les avocats des prévenus comptent produire des câbles diplomatiques révélés par Wikileaks qui concernent les relations entre les juges d'instruction et l'ambassade américaine.

Le procès pour terrorisme de cinq Français détenus à Guantanamo entre 2002 et 2004 s'est ouvert jeudi devant la cour d'appel de Paris, en l'absence des prévenus. (© AFP Bertrand Langlois)

Le procès pour terrorisme de cinq Français détenus à Guantanamo entre 2002 et 2004 s'est ouvert jeudi devant la cour d'appel de Paris, en l'absence des prévenus.

Condamnés en 2007, puis relaxés en 2009, les cinq hommes ont depuis refait leur vie. Mais coup de théâtre, en 2010, la Cour de cassation avait annulé cette relaxe, pour vice de forme, et ordonné la tenue d'un troisième procès.

Fatigués de cet imbroglio judiciaire et retenus par leur travail, les cinq prévenus, aujourd'hui âgés de 30 à 44 ans, ont choisi de ne pas assister à cette énième audience, tout comme ils l'avaient fait au dernier procès devant la cour d'appel de Paris.

Jeudi, seuls leurs avocats faisaient donc face à la cour, dans une salle d'audience quasiment déserte.

D'ici la fin du procès, qui pourrait s'achever dès vendredi soir, les avocats des prévenus comptent produire des dépêches de l'ambassade américaine à Paris, révélés fin 2010 par le site Wikileaks.

Ces télégrammes diplomatiques révèlent que les juges d'instruction en charge de l'enquête sur les anciens détenus de Guantanamo, Jean-François Ricard et Jean-Louis Bruguière, informaient régulièrement l'ambassade américaine des avancées du dossier. Des contacts qui scandalisent la défense.

20/01/2011

<http://www.liberation.fr/societe/01012314937-cinq-francais-anciens-de-guantanamo-rejuges-pour-terrorisme?xtor=EPR-450206>

2 Des pays arabes suggéreraient aux Américains d'être sans scrupules concernant l'Irak et Guantanamo...

Les dirigeants arabes conseillaient à leurs interlocuteurs américains de fermer les yeux sur certains principes démocratiques, lorsqu'il s'agissait de Guantanamo ou de la stabilisation de l'Irak, révèlent des télégrammes diplomatiques divulgués hier par WikiLeaks.

Ainsi, selon un télégramme classé « secret », daté du 5 février 2009, cheikh Jaber al-Khalid al-Sabah, ministre de l'Intérieur du Koweït, préconisait de régler de façon radicale le sort de quatre prisonniers koweïtiens du camp de Guantanamo : « Laissez-les mourir. » « Nous ne sommes pas l'Arabie saoudite, nous ne pouvons isoler ces gens dans des camps dans le désert ou sur une île (...) S'ils sont pourris, ils sont pourris », ajoutait-il, selon le compte rendu d'une discussion avec un diplomate américain. « Vous les avez capturés en Afghanistan, renvoyez-les là-bas en pleine zone de guerre », poursuivait-il, au moment où l'administration américaine approchait plusieurs pays susceptibles d'accueillir des détenus en instance de libération. La fermeture du camp figurait parmi les engagements du nouveau président Barack Obama.

À propos de sept trafiquants iraniens de haschisch capturés par la marine américaine alors que leur bateau faisait naufrage, le prince ministre « sourit largement » et dit : « Dieu voulait les punir et vous les avez sauvés. Ils sont maintenant votre problème. Vous auriez dû les laisser se noyer. »

Le 15 mars 2009, John Brennan, conseiller antiterroriste de Barack Obama, est reçu par le roi Abdallah d'Arabie saoudite, toujours selon les télégrammes révélés par WikiLeaks. Ils discutent du sort de 99 Yéménites encore détenus à Guantanamo et devant être libérés. Le souverain propose alors d'implanter sur eux une puce électronique permettant de les pister « via Bluetooth ». « On fait ainsi avec les chevaux et les faucons », fait observer le roi. John Brennan rétorque avec humour que certes, c'est une idée, mais que « les chevaux n'ont pas de bons avocats ».

Lors d'une rencontre avec des parlementaires américains en 2008, le président égyptien Hosni Moubarak fait part, de son

côté, de son inquiétude sur l'instabilité de l'Irak et suggère de laisser s'y installer un « dictateur équitable ». « Renforcez les forces armées, relâchez votre emprise et il y aura un coup d'État. Alors vous aurez un dictateur, mais quelqu'un d'équitable », conseille-t-il alors que les Américains cherchent à sortir du guêpier irakien. « Oubliez la démocratie, les Irakiens sont par nature trop durs », préconise-t-il encore, selon ce télégramme. Hosni Mubarak craint, comme plusieurs autres chefs d'État arabes cités dans les mémos dévoilés par WikiLeaks, un renforcement de l'influence de l'Iran en Irak.

Le président égyptien ne cache pas non plus son inquiétude face au programme nucléaire de Téhéran. « Nous sommes tous terrifiés », affirme-t-il, toujours selon ce compte-rendu. « Mubarak a dit que l'Égypte pourrait être forcée à commencer son propre programme d'armement nucléaire si l'Iran réussissait dans ses efforts », relate le document américain.

http://www.lorientlejour.com/category/Moyen+Orient+et+Monde/article/680226/Les_pays_arabes_suggeraient_au_x_Americains_d%27etre_sans_scrupules_concernant_l%27Irak_et_Guantanamo.html

10-2 Provinces Afghanes

Carte cliquer dans l'image : <http://en.wikipedia.org/wiki/Image:AfghanistanNumbered.png>

[AfghanistanNumbered.png](#) (181KB, MIME type: image/png)

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19